

Date : 24/06/12

Éternel point de départ

Le sommet clos hier a une nouvelle fois déçu, se contentant d'un accord final dépourvu de mesures contraignantes. Les associations écologistes parlent d'un « échec ».



Les dirigeants de l'ONU, Nassir Abdulaziz Al-Nasser et Ban Ki-moon, et la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, se congratulent hier, à la clôture du sommet. (PHOTO afp/A. SCORZA)

Le sommet Rio + 20, qui voulait engager le monde vers l'éradication de la pauvreté et la préservation de la nature, a accouché de formules creuses, réveillant l'ardeur de la société civile et suscitant des interrogations sur l'intérêt de ce genre de cérémonie.

« On est déçus, mais ce n'est pas un échec », affirmait un participant. Ce n'est qu'« un point de départ », assurait la présidente brésilienne, Dilma Rousseff. Ratifié vendredi soir par les représentants de 193 pays, dont près d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement, le texte d'accord final, « L'avenir que nous voulons », a de quoi laisser les participants sur leur faim.

Évaluation du site

Le site Internet du journal régional Sud Ouest diffuse des articles concernant l'actualité générale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 441

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

PUBLICITÉ

On y évoque l'économie verte, qui pourrait répondre aussi bien à la crise économique qu'à la dégradation de la planète, mais sans fournir de lignes directrices, sans rien imposer. On décide un renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), mais sans lui donner la force et l'autonomie d'une vraie agence de l'ONU.

Égoïsmes nationaux

Au milieu de formules consensuelles préservant les égoïsmes nationaux se glisse le principe d'objectifs de développement durable, « en nombre limité, concis et tournés vers l'action ». Concernant tout le monde, pays riches ou pays pauvres, ils devraient être mis en place d'ici à 2015, avec échéance probable en 2030.

Les ONG ont massivement manifesté leur colère devant le peu de résultats concrets du sommet. « Dans l'avenir que nous voulons, il y a de l'engagement et de l'action, pas seulement des promesses », ont-elles lancé. Elles se sont juré de rebondir, de revenir aux actions de proximité, trouvant dans ce qu'elles qualifient d'« échec » une énergie nouvelle pour transformer, disent-elles, « la colère en action ».

À l'issue de la conférence, nombre de participants s'interrogeaient sur la nécessité de ces confrontations d'États aux intérêts particuliers. « Ça montre l'impuissance du politique, la paralysie du système, ça rend pessimiste sur sa capacité à générer quelque chose », estimait Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du **développement** durable et des relations internationales (Iddri).

« C'est une structure inadaptée », affirmait Gilles Berhault, président du **Comité français** pour le développement durable, pour qui la souveraineté des pays n'est plus de mise dans un monde « interdépendant ».

International · environnement